



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-onde-de-choc-planetaire>

L'onde de choc planétaire

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1111 - juillet 2010 -

Date de mise en ligne : mercredi 1er septembre 2010

Date de parution : juillet 2010

Description :

Christian Aubin présente un tableau édifiant des résultats obtenus dans les pays où elles sont déjà appliquées, des mesures dites de "sauvetage" qui vont être prises partout sous prétexte que "la rigueur" est devenue nécessaire.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'onde de choc dévastatrice qui se propage tout autour de la terre, ne pourra pas être arrêtée par des demi-mesures. Rien ne lui échappe. Fruit de la cupidité "ultra-libérale" débridée d'un système luttant pour échapper à tout contrôle démocratique, elle enfile de bulle en bulle, propage ses propres fictions et ses fantasmes, saccage les avancées de civilisation si chèrement acquises... L'empilement des dérégulations, voulu par ses propagateurs, lui a ouvert partout des brèches au sein des sociétés humaines qui peinent à résister à la violence de ses assauts. Cette fuite en avant dans le capitalisme mondialisé ouvre sur une vacuité existentielle, désormais perçue comme suicidaire pour l'humanité.

Dans le même temps, le mouvement vertigineux d'accélération de l'histoire, dopé par les réseaux planétaires ultra rapides d'échanges immatériels de données, d'informations, de flux financiers, de positions spéculatives... conjugué avec l'accélération des déplacements physiques des personnes et des marchandises, constitue de nouvelles armes de domination contre les peuples, ainsi mis entre les mains de la finance et d'impérialismes sourds et aveugles aux souffrances des hommes.

Cette mise en ébullition des rapports humains, ce formidable développement des inégalités sociales qui tire vers le bas l'essentiel de l'humanité [1], appellent d'urgence des solutions de déverrouillage de la démocratie. Celle-ci est indispensable pour affronter pacifiquement les contraintes de notre avenir commun sur la terre.

Loin de ces considérations, les forces dominantes du capitalisme accroissent au contraire leur détermination à détruire les résistances des peuples à leur exploitation. Et dans l'opacité des lieux de pouvoir illégitimes (la Commission trilatérale s'est réunie à Dublin du 2 au 6 mai, et le Groupe de Bilderberg à Sitges en Espagne du 3 au 6 juin), elles décident des orientations économiques et politiques planétaires, à charge pour les exécutants de leur politique d'arrêter les "modalités" correspondantes dans les G8 et G20 qui suivent, puis dans les instances supranationales et nationales.

Dans le domaine financier, alors qu'un risque d'effondrement majeur du secteur bancaire vient à peine d'être repoussé (aux frais des contribuables), on peut lire, dans une interview aux Échos, que Christine Lagarde, ministre de l'économie, se félicite d'une situation de nouveau resplendissante. Elle déclare à propos des banques : « L'année 2009 a été excellente au regard des bonus et des dividendes distribués », et à propos des réductions drastiques des dépenses annoncées pour le budget 2011 : « D'une manière générale et absolument certaine, il va falloir en faire plus que ce que pensent tous les ministres ! Je peux vous le confirmer » [2]. Ce cœur de programme "repoussoir" est, bien entendu, doctement occulté à l'aide d'un matraquage idéologique qui vise à légitimer la destruction systématique des acquis sociaux, sous prétexte d'un "nécessaire retour à l'équilibre".

Mais il y a plus grave encore : derrière les politiques régressives dites "d'austérité" se cachent des problèmes, d'une ampleur considérable, liés au transfert à la sphère publique des dettes privées colossales constituées des dérives "hors normes" d'une pure création de capital fictif (développement des produits dérivés et de la titrisation des dettes).

L'acalmie n'est qu'apparente, car rien n'est réglé : la crise de la finance privée a muté en crise des finances publiques ce qui constitue un vertigineux changement d'échelle. Les plans de "sauvetage" des banques par les gouvernements conduisent à des pertes considérables de recettes fiscales (liées en particulier au brutal ralentissement de l'activité), à une explosion des dettes et des déficits publics, donc à une hausse considérable du coût des emprunts correspondants.

Pour tirer le meilleur parti de cette situation, inédite par sa rapidité et son ampleur planétaire, loin de se contenter des plans de rigueur annoncés, le système capitaliste s'engage désormais dans un programme de démantèlement de l'État : le niveau des seuils d'ajustement, dont il est désormais question, indique qu'il ne s'agit plus d'un changement

de degré mais bien d'un changement de nature : « Et là où la finance se contente de tenir le discours technique des risques de défaut souverain et des tensions sur les taux longs, l'appareil idéologique élargi (experts remis en selle, médias dévoués de longue date ou n'en étant plus à une contradiction près) a déjà commencé à offrir ses services. Impossible de passer une journée sans que se fasse entendre quelque part une voix prophétique avertissant du désastre et appelant à l'effort. Le matraquage "dette publique" est devenu un bruit de fond permanent et l'on trouverait difficilement dans le passé récent un cas de "travail" de l'opinion plus intense et plus continu (on pourra d'ailleurs y voir un indice de l'ampleur des transformations en préparation) » [3].

Or le processus qui a fait muter la crise financière privée en crise de finances publiques risque fort de déboucher sur une sévère crise politique, que la "promenade urbaine République-Nation" aura certainement le plus grand mal à contenir.

Dans l'Union européenne, l'avenir radieux, l'apothéose de démocratie et de bien-être pour les peuples, prédits par les promoteurs du traité de Maastricht, se sont mués en cataclysme. Les pays, saignés à blanc par les taux usuraires des dettes bancaires, l'évasion fiscale, la récession, les trahisons des gouvernements, toutes étiquettes confondues, pour courir au devant des exigences d'un "marché tout puissant", prennent le chemin de la faillite et/ou de l'austérité aggravée. Le chômage est en hausse partout, les conditions d'accès et le niveau des retraites sont fortement dégradés, les salaires gelés ou en diminution, les dépenses publiques réduites (en particulier celles relatives à l'éducation et à la santé), les entreprises licencient ou ferment, les relations de travail se détériorent encore, et tandis que les impôts indirects sont en augmentation, ceux sur les profits sont réduits.

On peut déjà voir les effets de ces mesures dites de "sauvetage" ou de "soutien", car sont mesurables dans les trois pays de l'UE où elles ont déjà été mises en oeuvre, sous l'égide de la Commission Européenne, de la Banque Centrale Européenne et du Fond Monétaire International. Le tableau ci-dessous, réalisé par Nicos Catsaros en mai dernier, à l'aide de chiffres tirés, en majorité, d'articles publiés par le quotidien Grec Rizospastis, est édifiant : il montre qu'il s'agit d'un véritable carnage :

Hongrie. Somme prêtée : 20 milliards d'euros

Mesures prises :

- " Gel des salaires pour 2 ans,
- " Suppression du 13ème mois de salaire,
- " Suppression du 13ème mois de retraite,
- " Age de départ à la retraite augmenté de 3 ans,
- " TVA à 18 % pour les articles de première nécessité, et augmentation à 25 % pour les autres,
- " Diminution de 10 % des allocations maladie et des pensions d'invalidité,
- " 6 % de hausse du prix des carburants, du tabac et de l'alcool,
- " Annulation des subventions aux collectivités locales,
- " Diminution de 5 % des cotisations patronales au régime des retraites des salariés,
- " Triplement de l'échelle d'imposition des personnes physiques.

Conséquences :

- " 11 % de chômage (taux officiel...),
- " Chute de 17 % de la production industrielle et agricole,
- " Chute de 5 % des ventes au détail,
- " Triplement du pourcentage de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté,
- " Moyenne des pensions de retraite à 230 euros,
- " Chute de l'espérance de vie de la population, la Hongrie se place désormais à la 80ème place dans le monde pour cet indicateur, Elle est la dernière parmi les membres de l'UE pour le nombre d'années en bonne santé après 50 ans,
- " 12.000 licenciements dans les collectivités locales.

<p>Lettonie. Somme prêtée : 11 milliards d'euros</p>	
<p>Mesures prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> " Diminution des retraites de 10 %, " Moyenne des pensions de retraite à 245 euros, " Fermeture de 10 % des établissements du Secondaire, " Diminution jusqu'à 40 % des salaires des enseignants et du personnel hospitalier, " Licenciement de milliers de fonctionnaires et diminution de 20 % du traitement des autres, " Jusqu'à 50 % de diminution des dépenses publiques de santé 	<p>Conséquences :</p> <ul style="list-style-type: none"> " Salaires diminués de 31 % en moyenne, jusqu'à 46 % dans certains cas, " Taux de chômage à 22,5 %, il a augmenté de plus de 7 % en un an, " Plus de 26 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, " 51 % des retraités ne peuvent pratiquement pas survivre, " Le PNB a chuté de 24 %, <ul style="list-style-type: none"> " De 121 hôpitaux en 2006, le pays n'en avait plus que
<p>salariés,</p> <ul style="list-style-type: none"> " TVA à 18 % pour les articles qui ne sont pas de luxe. <p>Roumanie. Somme prêtée : 20 milliards d'euros</p>	<p>59 en 2009 et n'en aura plus que 24 en 2013.</p>
<p>Mesures prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> " Gel des prêts bancaires, " Licenciement de 137.000 fonctionnaires, " Augmentation des taxes sur l'immobilier, l'alcool et le tabac, " Diminution importante des subventions sociales et des services de l'État, " Baisse de 25 % des salaires dans le public, de 15% des pensions de retraite et des indemnités chômage. 	<p>Conséquences :</p> <ul style="list-style-type: none"> " Le PNB a chuté de 7,1 %, " Milliers de faillites et chute généralisée du chiffre d'affaires, " 500.000 licenciements dans le secteur privé, " Taux de chômage (officiel...) : 9 %, " Pauvreté infantine : 33 %, " Deux tiers de la population déclarent « ne pas pouvoir s'en sortir », <ul style="list-style-type: none"> " 50 % de la population ne peut subvenir à ses besoins essentiels,
	<ul style="list-style-type: none"> " le seuil de pauvreté a été fixé à 158 euros par mois

[1] « 1,02 milliard d'êtres humains souffrent de la faim », FAO, Communiqué de presse, 19 juin 2009

[2] Les Echos. 23/06/10

[3] L'urgence du contre-choc : Gouvernements sous la coupe des banques, Frédéric Lordon 15/06/2010, www.robin-woodard.eu/